

Françoise Saudan : "Oui à la nécessité d'une réflexion"

Autor(en): **Mantilleri, Brigitte / Saudan, Françoise**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **84 (1996)**

Heft 2

PDF erstellt am: **24.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-280893>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



“
Macha Madörin:
 «La paupérisation
 des femmes»
 ”

«Le second Livre blanc des grands patrons de l'économie suisse s'inscrit dans le droit fil des thèses néo-libérales thachériennes et reaganiennes!» explique Mascha Madörin, économiste qui travaille notamment au sein de l'Action Place financière Suisse/Tiersmonde. Plus spécifiquement, ce qui l'inquiète dans ce manifeste des patrons helvétiques, ce sont ses conséquences sur la situation des femmes.

Dans un Etat aminci, qui doit donc réduire ses dépenses publiques, ce sont les femmes, employées dans les administrations publiques qui sont les plus touchées, parce qu'elles occupent en majorité ces emplois du domaine social - santé, enseignement, entretien et nettoyage - qui tombent les premiers sous le couperet des mesures d'assainissement, observe-t-elle.

Travailler encore plus

Force est de constater, ce que montre ce manifeste, c'est que l'élite de l'économie, massivement masculine, dicte les lois de l'économie. Globalement, une majorité de femmes s'appauvrissent. La réduction des subventions publiques, la crise sur le marché du travail, l'abandon, faute de fonds, de projets de structures d'accueil pour les enfants frappent plus durement les femmes que les hommes. Pire encore, selon Mascha Madörin qui invoque une enquête réalisée en Autriche, vu la tendance générale à la diminution des salaires, les femmes se voient dans l'obligation d'accomplir davantage d'heures de travail rémunéré. Elles subissent, de surcroît, comme les hommes du reste, des pressions liées à l'augmentation générale de la productivité. Mais le temps qu'elles doivent consacrer à leurs tâches éducatives et domestiques n'a pas diminué. Seul se réduit comme une peau de chagrin le temps dont elles pourraient librement disposer, pour leurs loisirs, mais aussi pour leur perfectionnement professionnel ou un engagement politique.

Les thèses néo-libérales qui imprègnent le Livre blanc des grands patrons de l'économie suisse, redoute Mascha Madörin, auront pour conséquence notoire de détériorer encore davantage la

situation des femmes sur le marché du travail, soit parce qu'elles perdront leur emploi en raison des mesures d'économie, de rationalisation ou de délocalisation, soit, parce que, faute de pouvoir bénéficier d'une solide formation professionnelle, elles seront cantonnées dans des emplois peu qualifiés. Or ce sont justement ces femmes-là qui devraient avoir le temps et les moyens de faire entendre leur voix en vue d'améliorer leurs conditions de travail et de formation, conclut-elle.

Propos recueillis par Anne-Marie Ley

“
Françoise Saudan:
 «Oui à la nécessité
 d'une réflexion»
 ”

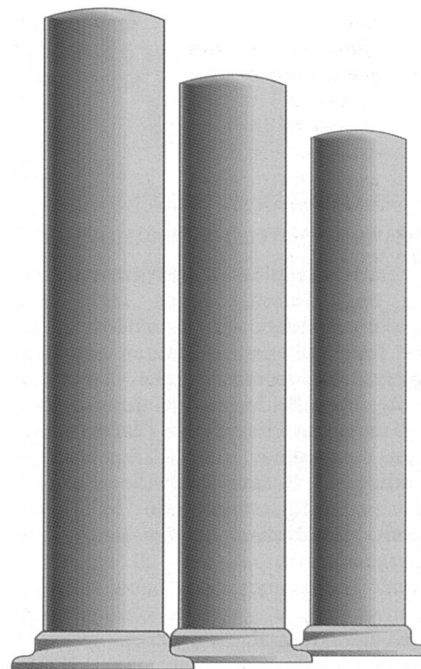
14h30, un vendredi, une table dans un coin de bistro, j'attends Françoise Saudan de retour de Berne où elle vient d'achever sa première session au Conseil des Etats. Elle arrive tranquille. Fatiguée par cette session? «*Ecoutez, je ne vais pas me plaindre. D'ailleurs, je ne supporte pas ceux qui se plaignent. Je l'ai bien voulu, non! Et puis je trouve cela passionnant. C'est une question d'organisation.*»

Et organisée elle est. Le Livre blanc, elle le connaît sur le bout des doigts. «*Je l'ai immédiatement commandé, sachant que les journalistes allaient réagir et puis aussi parce que le résumé français ne rend pas vraiment compte du contenu.*»

Un Livre blanc qui ne l'empêche pas vraiment de dormir: «*Je le considère comme un pamphlet d'hommes qui sont un peu l'image de marque de notre industrie et qui se sont donnés la peine de réfléchir. Mais ce sont les politiciens, les élus, qui prendront les décisions. De plus, en Suisse comme d'ailleurs aux USA et dans le reste de l'Europe, ce sont les petites entreprises qui sont les plus nombreuses.*» Et de sentir que dans ce pamphlet, au fond, les auteurs livrent une bataille au niveau mondial.

Pas touche aux 3 piliers

Quant au contenu dudit pamphlet, ma foi pas de quoi en faire un plat. Il est basé sur le constat que la Suisse a de fait



perdu sa rente de situation - chute du Mur de Berlin et autres vérités sécurisantes - et qu'elle est entrée de plain-pied dans la crise. Alors cette économiste dit oui à la nécessité d'une réflexion que le Livre peut susciter. Elle dit également oui à l'amélioration des conditions cadres des entreprises. Mais elle met par contre les pieds au mur lorsque les grands industriels s'attaquent aux 3 piliers «*c'est notre identité nationale.*» Même si elle reconnaît qu'il faut réfléchir et assurer le système sur le long terme. Elle dit également non à l'idée de privatiser l'assurance chômage et considère que l'assurance maternité doit être prise en charge par la société et pas seulement grever les salaires. Dans les grandes lignes, l'Etat doit rester présent dans la prise en charge des personnes âgées, de la santé et de l'enseignement.

S'ensuit une discussion à bâtons rompus durant laquelle elle avoue ne pas tout voir à travers la lorgnette femme, bien entourée qu'elle est par son mari et ses deux garçons. Même si elle est consciente que les femmes sont moins bien payées et qu'il y a un combat salarial à mener qui sera facilité par l'introduction de la nouvelle loi sur l'égalité. Et puis vite, encore une remarque sur la politique d'allocation familiale qu'elle trouve faite à l'envers du bon sens «*contrairement à ce qui se fait, on a besoin de plus d'argent lorsque les enfants sont petits, frais de garde etc...*» Juste avant de reprendre son sac, pour aller régler les affaires courantes de la PME dans le domaine du bâtiment qu'elle gère avec son mari. Et de s'envoler pour l'Australie pour une visite familiale. Avec le sourire.

Brigitte Mantilleri 17